

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste : 1 fr. 75
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 25 septembre 1932, approuvant l'arrêté N° 278 du 8 juillet 1932, portant *ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (Exercice 1931). (Arrêté de promulgation du 4 novembre 1932).* 508

Décret du 1^{er} octobre 1932, autorisant l'importation en franchise des droits de douane à leur entrée en France et en Algérie des coques de noix de palmistes carbonisées originaires du Togo. (Arrêté de promulgation du 4 novembre 1932). 509

Arrêté ministériel du 29 septembre 1932, fixant le chiffre minimum auquel doivent s'élever pour les années 1932, 1933 et 1934 les fonds disponibles des caisses de réserve des colonies et des territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat de la France. 510

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 25 octobre 1932, complétant la liste des assesseurs près la cour d'assises du Togo. 510

Arrêté du 27 octobre 1932, portant désignation d'un membre du conseil de contentieux du Territoire. 510

Arrêté du 28 octobre 1932, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932. 511

Arrêté du 28 octobre 1932, ordonnant un prélèvement sur le fonds de réserve spécial du budget annexe du chemin de fer et du wharf. 512

Arrêté du 29 octobre 1932, portant modifications de l'arrêté N° 440 du 29 juillet 1931 déterminant les conditions d'emploi de la main d'œuvre et du personnel indigène au service des travaux neufs du chemin de fer du nord. 513

Décision du 29 octobre 1932, nommant un secrétaire du conseil du contentieux administratif. 513

Arrêté du 5 novembre 1932, portant virement de crédit à l'intérieur du chapitre V du budget local, exercice 1932. 514

Arrêté du 5 novembre 1932, complétant l'arrêté du 29 juillet 1929, portant réorganisation du service de l'inspection des produits naturels destinés à l'exportation. 514

Arrêté du 5 novembre 1932, modifiant l'article 7 de l'arrêté du 5 février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du cacao, du coton et du coprah. 514

Arrêté du 5 novembre 1932, organisant le service des chemins de fer et du wharf du Territoire du Togo. 515

Arrêté du 5 novembre 1932, portant réglementation des carrières et des conditions d'exploitation. 516

Arrêté du 5 novembre 1932, réorganisant l'hôpital spécial pour maladies psychopathiques. 518

Arrêté du 5 novembre 1932, portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre XI du budget local, exercice 1932. 519

Nominations, Mutations, etc... concernant le personnel	520
Alcools	522
Avance	522
Commissions	522
Commission d'examen	522
Commission d'enquête	522
Ecole Professionnelle de Sokodé	522
Monnaies anglaises	522
Produits pharmaceutiques	523
Subvention	523
Domaines	523

Etat par espèce des produits du commerce transportés sur les trois lignes pendant le 3 ^e trimestre 1932.	524
---	-----

Etat des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Aného pendant le mois d'octobre 1932.	526
---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Foire du Havre	527
Vermot (Légion d'Honneur)	527
B. A. O. (Bilan au 30 juin 1932)	528
Avis d'Adjudication (colonie du Niger)	529
Announces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux

ARRETE N° 534 promulguant au Togo le décret du 25 septembre 1932, approuvant l'arrêté n° 278 du 8 juillet 1932, portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1931).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 septembre 1932, approuvant l'arrêté n° 278 du 8 juillet 1932, portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1931);

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 septembre 1932, approuvant l'arrêté n° 278 du 8 juillet 1932 portant ouverture et annulation de crédits au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1931).

Lomé, le 4 novembre 1932.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 25 septembre 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en conseil d'administration, le 8 juillet 1932, un arrêté portant ouverture au chapitre IV du budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1931, d'un crédit supplémentaire de 453.459 frs. 38 et annulation de crédits d'un total équivalent aux chapitres II, III, V et VI du même budget.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer, pour les ratifier, conformément aux prescriptions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1931 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1931);

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 278, pris en conseil d'administration, le 8 juillet 1932, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture au chapitre IV du budget spécial sur fonds

d'emprunt (exercice 1931) d'un crédit supplémentaire de 453.459 frs. 38 et annulation de crédits d'un total équivalent aux chapitres II, III, V et VI du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 25 septembre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

ARRETE N° 278 portant ouverture d'un crédit supplémentaire au Chapitre IV du budget d'emprunt 1931 et annulation d'égale somme aux Chapitres II — III — V et VI du même budget.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES;

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française de l'Indo-Chine de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun à contracter des emprunts formant un ensemble de 3.900.000.000 francs promulguée au Togo le 29 août 1931;

Vu le décret du 18 avril 1931 autorisant pour le commissariat de la République française au Togo la réalisation d'une tranche fixée à 27 millions;

Vu le décret du 23 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux d'infrastructure et de superstructure du chemin de fer du nord du Togo entre les Km. 0 et 67 + 500;

Vu le décret du 16 juillet 1931 portant approbation du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt pour exercice 1931;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au chapitre IV du budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1931, (matériel et matériaux) un crédit supplémentaire de 453.459,38 (quatre cent cinquante trois mille quatre cent cinquante-neuf francs trente-huit centimes).

ART. 2. — Il sera pourvu à ce crédit supplémentaire par les annulations suivantes :

Chapitre	II —	126.354,35
—	III —	17.292,85
—	V —	230.019,67
—	VI —	79.792,51
dont total égal, soit		453.459,88

ART. 3. — Le chef du secrétariat général, ordonnateur-délégué du budget de l'emprunt est chargé de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera immédiatement exécutoire.

Lomé, le 31 mai 1932.

R. DE GUISE.

Importation en franchise des coques de noix de palmiste en France et en Algérie

ARRETE N° 535 promulguant au Togo le décret du 1^{er} octobre 1932 autorisant l'importation en franchise des droits de douane à leur entrée en France et en Algérie des coques de noix de palmistes carbonisées originaires du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 autorisant l'importation en franchise des droits de douane à leur entrée en France et en Algérie des coques de noix de palmistes carbonisées originaires du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 1^{er} octobre 1932 autorisant l'importation en franchise des droits de douane à leur entrée en France et en Algérie des coques de noix de palmistes carbonisées originaires du Togo.

Lomé, le 4 novembre 1932.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931;

Vu les avis conformes du ministre du budget, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les coques de noix de palmistes (amandes de palmes) carbonisées (n° Ex-136 du tarif des douanes), originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France sont admises en franchise des droits de douane à leur importation en France et en Algérie.

ART. 2. — L'admission en franchise de ces produits est subordonnée aux conditions ci-après :

1^o — Qu'ils soient importés en droiture du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

2^o — Que l'origine soit établie par les certificats délivrés par les autorités des lieux de production et visés par le chef du bureau de douane d'exportation.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au Bulletin officiel du ministre des colonies.

Fait à Rambouillet, le 1^{er} octobre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Caisse de Réserve

CAISSE de réserve des colonies et des territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat de la France.

LE MINISTRE DES COLONIES,
ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu les articles 259 et 260 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur la proposition des gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies et des Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chiffre minimum auquel doivent s'élever, pour les années 1932, 1933 et 1934, les fonds disponibles des caisses de réserve des colonies et des territoires du Togo et du Cameroun placés sous le mandat de la France est fixé ainsi qu'il suit :

Togo, 500.000 francs.

ART. 2. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies et les Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 septembre 1932.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,
Germain-MARTIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Assesseurs près la Cour d'assises du Togo

ARRETE No 523 complétant la liste des assesseurs près la cour d'assises du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, réorganisant le service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920 créant un tribunal de première instance à Lomé, Togo;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1931 portant désignation d'assesseurs près la cour d'assises du Togo;

Vu la liste des notables susceptibles d'être désignés comme assesseurs près la cour d'assises du Togo, pour l'année 1932;

Sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés pour compléter le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1932 :

M.M. H. MOAL, administrateur-adjoint des colonies, né en 1892,

R. CATHELIN, chef comptable principal des travaux publics, né en 1892, en remplacement de :

M.M. C. CORDET, agent de la C.G.C.A.

E. MARION, directeur de l'industrielle coloniale absents du Territoire.

ART. 2. — Le procureur général, chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 25 octobre 1932.

R. DE GUISE.

Conseil du contentieux

ARRETE No 525 portant désignation d'un membre du conseil du contentieux du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923 réorganisant le conseil d'administration et le conseil de contentieux administratif du Togo;

Vu le décret du 24 août 1932 portant nomination dans la magistrature coloniale;

Vu l'arrêté du 13 mai 1932 portant désignation d'un membre du conseil de contentieux administratif du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté sus-visé du 13 mai 1932 est abrogé.

ART. 2. — Monsieur THEBAULT procureur de la République près le tribunal de première instance de Lomé est nommé membre du conseil de contentieux administratif du territoire du Togo en remplacement de M. SANNER substitut du procureur de la République de Grand-Bassam qui rejoint le poste dont il est titulaire.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1932.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

PAR ARRÊTÉ DU 28 OCTOBRE 1932 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1932 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT TOTAL
Impôt sur la Population flottante			
208	Anécho	Impôt sur la population flottante	200,00
209	Atakpamé	—	40,00
210	Sokodé	—	1.000,00
211	Sokodé	—	480,00
212	Mango	—	960,00
Impôt personnel sur les indigènes			
213	Anécho	1 ^{re} Catégorie	1.480,00
214	Sokodé	—	20,00
215	Sokodé	—	20,00
216	Mango	—	1.354,00
Impôt personnel sur les indigènes			
217	Klouto	Catégories supérieures	90,00
218	Atakpamé	—	250,00
219	Sokodé	—	30,00
220	Sokodé	—	30,00
221	Sokodé	—	30,00
222	Mango	—	150,00
Taxe d'Assistance médicale			
223	Anécho	1 ^{re} Catégorie	888,00
224	Sokodé	—	10,00
225	Sokodé	—	8,00
226	Mango	—	700,00
Taxe d'Assistance médicale indigène			
227	Klouto	Catégories supérieures	45,00
228	Atakpamé	—	125,00
229	Sokodé	—	15,00
230	Sokodé	—	15,00
231	Sokodé	—	15,00
232	Mango	—	75,00
Rachat des prestations indigènes			
233	Anécho	1 ^{re} Catégorie	592,00
234	Sokodé	—	12,00
235	Sokodé	—	24,00
236	Mango	—	4.656,00
Rachat des prestations indigènes			
237	Klouto	Catégories supérieures	24,00
238	Atakpamé	—	48,00
239	Sokodé	—	6,00
240	Sokodé	—	6,00
241	Sokodé	—	6,00
			30,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE • DE L'IMPOT		MONTANT TOTAL
Taxe sur armes perfectionnées				
243	Lomé	Taxe sur armes perfectionnées		100,00
244	Lomé	—	—	460,00
245	Anécho	—	—	140,00
246	Klouto	—	—	100,00
247	Atakpamé	—	—	120,00
248	Sokodé	—	—	40,00
249	Sokodé	—	—	200,00
Taxe sur armes non perfectionnées				
250	Anécho	Taxe sur armes non perfectionnées		280,00
251	Anécho	—	—	61.820,00
252	Klouto	—	—	44.460,00
253	Sokodé	—	—	20.960,00
254	Mango	—	—	120,00
Taxe sur les véhicules				
		Principal	Centimes Additionnels	
255	Lomé	7.560,00	2.268,00	9.828,00
256	Anécho	1.580,00	474,00	2.054,00
257	Klouto	360,00	108,00	468,00
258	Atakpamé	2.140,00	642,00	2.782,00
259	Sokodé	1.080,00	324,00	1.404,00
260	Sokodé	480,00	144,00	624,00
261	Sokodé	60,00	18,00	78,00
262	Mango	20,00	6,00	26,00
Patentes				
263	Lomé	2.000,00	700,00	2.700,00
264	Lomé	23.615,00	8.265,26	31.880,26
265	Anécho	9.692,50	3.392,37	13.084,87
266	Klouto	2.270,00	794,50	3.064,50
267	Atakpamé	6.610,00	2.313,50	8.923,50
268	Sokodé	130,00	45,50	175,50
269	Sokodé	480,00	168,00	648,00
270	Mango	540,00	189,00	729,00
Licences				
271	Lomé	1.650,00	825,00	2.475,00
272	Atakpamé	600,00	300,00	900,00
273	Anécho	1.950,00	975,00	2.925,00
274	Sokodé	150,00	75,00	225,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 3 novembre 1932.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 531 ordonnant un prélèvement sur le fonds de réserve spécial du budget annexe du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions

et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 262 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de réserve spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté N° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Sur la proposition du capitaine du génie, directeur du service des voies de pénétration et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de 600.000 francs du fonds de réserve du budget annexe du chemin de fer et du wharf pour faire face à l'insuffisance momentanée des recettes de l'exercice en cours.

ART. 2. — Le directeur des voies de pénétration et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1932.

R. DE GUISE.

Emploi de la main d'œuvre et du personnel indigène au service des travaux neufs

ARRETE No 532 portant modifications de l'arrêté no 440 du 29 juillet 1931 déterminant les conditions d'emploi de la main-d'œuvre et du personnel indigène au service des travaux neufs du chemin de fer du nord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 474 du 30 août 1929 réglementant au Togo l'impôt du timbre-taxé sur les actes et conventions;

Vu le décret du 29 décembre 1922 portant réglementation en matière de travail indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 19 mai 1923 fixant les détails d'application du décret du 29 décembre 1922 précité;

Vu l'arrêté 676 du 27 novembre 1929 fixant la composition, la quotité et le taux de la ration alimentaire des travailleurs indigènes des travaux neufs et tous actes subséquents le modifiant;

Vu l'arrêté 507 du 16 septembre 1929 déterminant les conditions d'emploi de la main-d'œuvre et du personnel indigène au service des travaux neufs du chemin de fer;

Vu l'arrêté 652 du 20 novembre 1929 complétant l'arrêté sus-visé;

Sur la proposition du directeur des travaux neufs suivant lettre en date du 8 septembre 1932;

Vu le rapport 1932 du 15 octobre de M. l'inspecteur des affaires administratives;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article 2 de l'arrêté 440 du 29 juillet 1931 fixant la parité, le classement et les traitements des agents contractuels et journaliers du service des travaux neufs du chemin de fer est modifié comme suit :

B) — EMPLOIS SUBALTERNES

ATELIERS ET CHANTIERS		BUREAUX ET MAGASINS	SOLDES JOURNALIERS.
CHEF D'EQUIPE, POINTEURS.	MÉCANICIENS, OUVRIERS.	COMMIS AUXILIAIRES, DACTYLOS ET MAGASINIER.	
H. C.	H. C.	H. C.	27 frs.
1 ^{re} classe	1 ^{re} classe	1 ^{re} classe	23 —
2 ^e —	2 ^e —	2 ^e —	20 —
3 ^e —	3 ^e —	3 ^e —	18 —
4 ^e —	4 ^e —	4 ^e —	16 —
5 ^e —	5 ^e —	5 ^e —	14 —
6 ^e —	6 ^e —	6 ^e —	12 —
7 ^e —	7 ^e —	7 ^e —	10 —
8 ^e —	8 ^e —	8 ^e —	8 —
Stagiaires	Stagiaires	Stagiaires	6 — 50

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général et le directeur des travaux neufs sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} novembre 1932.

Lomé, le 29 octobre 1932.

R. DE GUISE.

Conseil de contentieux.

DECISION No 736 nommant un secrétaire du conseil du contentieux administratif.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 mars 1923 réorganisant le conseil d'administration et le conseil du contentieux administratif du territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 29 juin 1929 fixant le tableau des indemnités de fonctions et de responsabilité des fonctionnaires, employés et agents civils et militaires en service au Territoire, ensemble les actes qui l'ont modifié;

Vu la décision du 8 avril 1932 nommant un secrétaire archiviste du conseil du contentieux administratif;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. CERVEAUX, administrateur-adjoint des colonies, est nommé secrétaire du conseil du contentieux administratif du Territoire, en remplacement de M. MARY, administrateur des colonies, parti en congé.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 octobre 1932.

R. DE GUISE.

Virement de crédit

ARRETE N° 538 portant virement de crédit à l'intérieur du Chapitre V du budget local, exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

Vu les disponibilités budgétaires au titre du Chapitre V, Article 8, Paragraphe 3 et la situation de crédits du Chapitre V — 3 — 1;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé à l'intérieur du Chapitre V Service d'administration générale — (budget local, exercice 1932) le virement de crédit ci-après :

	a retrancher	a ajouter
Art. 8. — Etablissements pénitentiaires.		
Parag. 3. — Entr. des détenus	40.000 f.	
Art. 3. — Ameublement.		
Parag. 1. — Achat et entretien du mobilier des logements du personnel des services d'administration générale au chef-lieu		40.000 f.
	40.000 f.	40.000 f.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général, ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

Inspection des produits destinés à l'exportation

ARRETE N° 539 complétant l'arrêté du 29 juillet 1929, portant réorganisation du service de l'inspection des produits naturels destinés à l'exportation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 81 du 20 février 1926 complétant l'arrêté du 5 février 1925 portant création d'un service d'inspection des produits du cru destinés à l'exportation;

Vu l'arrêté n° 82 du 20 février 1926 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation du café sur le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1929 portant réorganisation du service de l'inspection des produits naturels destinés à l'exportation;

La chambre de commerce consultée;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté du 29 juillet 1929 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

En cas de contestation par le représentant de l'établissement ou le particulier intéressés des résultats de la vérification faite par le service de l'inspection il est procédé à un prélèvement de produits pour une quantité équivalente à 2% du lot litigieux par une commission composée de :

L'administrateur des colonies, commandant le cercle ou son délégué.

Un représentant du service de l'inspection des produits.

Un représentant de l'établissement ou du particulier intéressés.

Les produits prélevés seront mis en vrac, mêlés, brassés et seront expédiés en trois colis scellés à la chambre de commerce aux fins d'expertise. Il sera procédé à l'expertise dans un délai de cinq jours et en présence du représentant de la maison ou du particulier intéressés par la commission prévue à l'article 8 du présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

Conditions de circulation de mise en vente et d'exportation du cacao

ARRETE N° 540 modifiant l'article 7 de l'arrêté du 5 février 1925 fixant les conditions de circulation de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du cacao, du coton et du coprah.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du cacao, du coton et du coprah;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1929 portant réorganisation du service de l'inspection des produits naturels destinés à l'exportation;

La chambre de commerce consultée;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté du 5 février 1925 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les cacaos devront être :

1^o — Sains, c'est-à-dire ni moisiss, ni pourris, ni mités au dessus du pourcentage fixé au paragraphe 4 du présent article.

2^o — Etre secs et homogènes, c'est-à-dire ne pas être composés de mélanges de cacaos d'ancienne et de nouvelle récolte.

3^o — Etre purs, c'est-à-dire ne pas renfermer plus de 2% de corps étrangers (débris de cabosses, terre ou toutes autres impuretés).

4^o — Avoir été récoltés à maturité et ne pas contenir plus de 5% de fèves ardoisées, 5% de fèves germées et 10% de vices propres. Sont considérées comme vices propres :

Les fèves mitées,

Les fèves moisies,

Les fèves véreuses.

5^o — Avoir subi une fermentation rationnelle, suivie d'un séchage ne laissant aucune odeur de fumée. (Le degré de fermentation sera établi par comparaison avec un échantillon type fourni par la chambre de commerce).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1932.

— R. DE GUISE.

Organisation du service des chemins de fer

ARRETE No 541 organisant le service des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1910 réorganisant le personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, ensemble les décrets modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, ensemble les décrets modificatifs;

Vu l'avis de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'exploitation des chemins de fer du territoire du Togo ainsi que celle du wharf de Lomé sont réunies en un seul service sous la dénomination de « service des chemins de fer et du wharf du Togo (par abréviation C. F. T. A.) ».

ART. 2. — Ce service est confié à un ingénieur principal ou un ingénieur de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies désigné à cet effet par arrêté du Commissaire de la République.

Il est placé sous la haute direction et le contrôle de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics.

ART. 3. — L'intérim du chef du service des chemins de fer et du wharf du Togo est assuré par un ingénieur du cadre général des travaux publics des colonies ou, à défaut, par un officier du génie hors cadres, un agent du chemin de fer du Togo, un ingénieur du cadre auxiliaire des travaux publics de l'Afrique occidentale française mis à la disposition du territoire, désigné à cet effet par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 4. — Le personnel du service des chemins de fer et du wharf est composé :

a) — d'agents du cadre général des travaux publics des colonies;

b) — d'agents des cadres locaux des chemins de fer et du wharf et des travaux publics du Togo;

c) — d'agents du cadre commun supérieur des chemins de fer et du cadre auxiliaire des travaux publics de l'Afrique occidentale française, placés hors cadres;

d) — exceptionnellement, d'officiers et sous-officiers du génie, placés hors cadres, ainsi que d'agents contractuels.

ART. 5. — Le service des chemins de fer et du wharf du Togo comprend :

l'exploitation proprement dite

le matériel et la traction

les voies et bâtiments

le wharf.

ART. 6. — Le service médical est assuré dans chaque circonscription sanitaire par le médecin chef de cette circonscription.

ART. 7. — La police est dirigée par le chef du service de la police et de la sûreté ou, à défaut, par le commissaire de police de Lomé habilité à cet effet.

ART. 8. — L'organisation et le fonctionnement des divers détails du service des chemins de fer et du wharf du Togo sont fixés par arrêté du Commissaire de la République sur la proposition du chef du service et après avis de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics.

ART. 9. — Le chef du service des chemins de fer et du wharf du Togo est assisté d'un conseil consultatif qu'il préside et qui comprend :

le trésorier-payeur

le chef du bureau des services financiers

membres de conseil d'administration, désignés par le Commissaire de la République.

un notable européen
un notable indigène

le chef du matériel et de la traction
 le chef des voies et bâtiments
 le chef du wharf
 le chef de l'exploitation — secrétaire.

L'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics peut, quand il le juge utile ou conformément aux instructions du Commissaire de la République, assister aux séances du conseil consultatif : il siège en face du président et a voix délibérative.

ART. 10. — Le conseil consultatif se réunit sur convocation de son président; il est obligatoirement appelé à donner son avis sur :

1^o) — l'établissement du projet de budget de l'exploitation,

2^o) — le compte définitif,

3^o) — les demandes de crédits supplémentaires,

4^o) — l'établissement ou la modification des tarifs,

5^o) — la marche des trains,

6^o) — l'ouverture à l'exploitation des haltes, stations ou gares, leur fermeture définitive ainsi que leur fermeture temporaire sauf dans les cas explicitement prévus par les règlements sur les tarifs,

7^o) — les actions à intenter et à soutenir, sauf dans les cas d'urgence,

8^o) — les affaires à régler à l'amiable dont l'importance dépasse cinquante mille francs,

9^o) — les marchés et traités relatifs à l'exploitation dont l'importance nécessite une approbation en conseil d'administration.

ART. 11. — Tout tarif général ou spécial, toute taxe, toute modification aux tarifs et conditions de transports existants doivent faire l'objet d'un arrêté du Commissaire de la République.

Dans le cas où l'Administration estime devoir modifier les tarifs et taxes en usage, ces modifications doivent être portées, au minimum un mois à l'avance, à la connaissance du public, à moins qu'il ne doive résulter des avantages pour les usagers d'une mise en vigueur avant l'expiration de ce délai.

ART. 12. — Après autorisation de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics, le chef du service des chemins de fer et du wharf prend toutes mesures et engage toutes dépenses relatives au fonctionnement des chemins de fer et du wharf, en se conformant aux dispositions réglementaires.

L'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics approuve, par délégation du Commissaire de la République, tous marchés ou traités relatifs aux chemins de fer et au wharf dont l'importance ne justifie pas une approbation en conseil d'administration.

ART. 13. — Après autorisation de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics, le chef du service des chemins de fer et du wharf règle à l'amiable, intente ou soutient en premier ressort, soit devant le conseil du contentieux, soit devant les tribunaux ordinaires toutes actions intéressant les chemins de fer

et le wharf lorsque la valeur de leur objet n'est pas supérieure à cinquante mille francs; il peut également faire appel ou opposition devant les tribunaux ordinaires.

En ce qui concerne les affaires litigieuses portant sur une valeur supérieure à cinquante mille francs il est statué sur sa proposition et sur le rapport de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics par le Commissaire de la République en conseil d'administration. Toutefois, dans les cas d'urgence, le chef du service peut intenter toute action ou y défendre et faire tous actes conservatoires à charge d'en rendre compte au Commissaire de la République et de justifier l'urgence.

ART. 14. — Les attributions de l'ingénieur en chef, chef du service des travaux publics et du chef du service des chemins de fer et du wharf en ce qui concerne l'ordonnancement sont fixées par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 15. — Les comptabilités du service des chemins de fer et du wharf sont tenues conformément aux règlements en vigueur.

ART. 16. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

Réglementation des carrières et des conditions d'exploitation

ARRETE N° 542 portant réglementation des carrières et des conditions d'exploitation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 mars 1926, déterminant la condition des terres au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927, déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1925 sur le domaine privé du territoire du Togo;

Vu le décret du 26 octobre 1927, réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le territoire du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1931 réglementant la police de la rade foraine de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE

ARTICLE PREMIER. — Sont dénommés carrières, les gîtes de matériaux de construction, d'aménagement

pour la culture des terres, et autres substances analogues, (telles que terre et terreaux, sable des rivages de la mer, des cours d'eau ou des lagunes, etc...) à l'exception des nitrates et sels associés ainsi que des phosphates.

Des déclarations et autorisations.

ART. 2. — Les concessions de carrières domaniales sont faites par voie d'adjudication publique pour une durée de cinq, dix, quinze ou vingt-cinq années, sauf renouvellement de droit au profit du preneur qui s'est conformé aux prescriptions du cahier des charges et du présent arrêté.

Au cas où la carrière se trouverait empiéter sur un terrain objet d'un permis de recherches ou d'une concession minière, le titulaire du permis ou de la concession, ou son mandataire dans le Territoire, doit être prévenu à temps pour pouvoir prendre part à l'adjudication de la carrière, par les soins de l'administration.

ART. 3. — Le concessionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions édictées ci-dessous :

1° — Payer les redevances fixées par le cahier des charges, aux époques prévues;

2° — Borner dans le délai d'un an d'une façon apparente l'étendue concédée;

3° — Entreprendre l'exploitation dans le délai de six mois de la date de l'arrêté accordant la concession;

4° — Exploiter méthodiquement les carrières suivant les conditions prévues, dans chaque cas, par le cahier des charges et celles fixées par le présent arrêté;

5° — Observer strictement la réglementation du régime du travail existante et à intervenir;

6° — Ne pas abandonner l'exploitation pendant plus de deux années consécutives.

ART. 4. — L'inobservation de l'une des prescriptions énumérées à l'article 3 ci-dessus entraîne la déchéance de concessionnaire qui est prononcée par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 5. — L'exploitation de toute carrière sur une propriété privée, ne peut avoir lieu qu'après autorisation comme il est dit à l'article 6 ci-après. Elle est soumise à la surveillance de l'administration.

ART. 6. — Aucune carrière ne peut être ouverte, aucune carrière abandonnée ne peut être reprise, aucune carrière à ciel ouvert ne peut être exploitée par galeries souterraines, sans autorisation du Commissaire de la République. Cette autorisation est demandée par requête adressée au commandant du cercle où se trouve la carrière. Si la carrière empiète sur plusieurs cercles, le demandeur doit adresser une requête à chaque commandant de cercle intéressé.

ART. 7. — La requête doit être produite en trois exemplaires, dont l'un sur timbre, et faire connaître :

1° — Les nom, prénoms, demeure, profession et nationalité du requérant;

2° — La qualité en laquelle il entend exploiter la carrière ainsi que l'origine de ses droits;

3° — Le nom du propriétaire du terrain;

4° — L'emplacement précis de la carrière et sa situation par rapport aux bâtiments et voies de communication les plus voisins;

5° — La nature de la masse à extraire, l'épaisseur et la nature des terres de recouvrement, le mode d'exploitation (à ciel ouvert ou par galeries souterraines).

A la requête doit être annexé un croquis ou un plan en 3 exemplaires. Toutefois en cas d'exploitation souterraine, un plan des lieux est obligatoire; il doit être dressé à l'échelle de 0^m 002 par mètre, indiquer les lieux dits, le périmètre du terrain sous lequel s'étendront les fouilles, les constructions, voies de communication, rigoles existant sur ce périmètre et à 50 mètres autour de lui, le cas échéant l'emplacement des puits et galeries existant.

La requête doit en outre contenir élection de domicile du requérant dans le cercle où est située la portion la plus importante de sa carrière. Toutes notifications administratives sont valablement faites à ce domicile.

ART. 8. — Le commandant du cercle donne récépissé de la requête; il envoie l'un des trois exemplaires au Commissaire de la République, et, en cas d'autorisation d'ouverture, ou de reprise de travaux, donnée par le chef du Territoire, il remet un autre exemplaire au fonctionnaire qui est chargé de la surveillance technique de la carrière.

De l'exploitation.

ART. 9. — Les bords des fouilles, orifices de puits ou de galeries doivent être tenus à une distance horizontale de 50 mètres au moins des bâtiments publics ou privés, voies de communication, puits, cours d'eau, conduites d'eau, abreuvoirs servant à l'usage public, cimetières ou enclos murés attenant aux habitations.

Les excavations souterraines doivent être arrêtées à une distance horizontale d'au moins (50 + n) mètres (n étant la profondeur en mètres de l'excavation) des bâtiments, voies de communication, puits, conduites d'eau, abreuvoirs servant à l'usage public, cimetières ou enclos murés attenant aux habitations.

ART. 10. — Les distances fixées par l'article précédent ne peuvent être réduites que par autorisation du Commissaire de la République après avis du chef du service des travaux publics et le cas échéant, avec l'assentiment du propriétaire intéressé.

Elles peuvent être augmentées par le Commissaire de la République en prévision de danger dû aux éboulements possibles ou au tir des mines.

ART. 11. — Dans les carrières à ciel ouvert, les terres de recouvrement doivent être taillées sur toute

leur hauteur suivant un talus à 45° (ou suivant des gradins équivalents). La masse exploitable doit être tenue en pente plus ou moins raide, et en gradins plus ou moins élevés, selon la plus ou moins grande consistance de la roche. Les sous-caves à la base des fronts de taille ne sont permises que dans les roches très solides, et doivent avoir une faible hauteur.

Dans les carrières souterraines les puits, galeries et chambres d'exploitation doivent être maintenus en bon état et consolidés par des étais ou des coffrages quand il en est besoin. Les règles à suivre en ce qui concerne les mesures à prendre pour la consolidation, comme aussi la mise en place et les dimensions des étais ou des coffrages, sont fixées par le chef du service des travaux publics. Un plan des travaux doit être dressé par l'exploitant et tenu constamment à jour; il doit être communiqué à la première réquisition des agents de surveillance et de contrôle.

ART. 12. — Les abords de toute excavation à ciel ouvert, de tout puits ou galeries de carrière souterraine, situés dans un terrain non clos, doivent être garantis par un fossé, un talus ou tout autre moyen de clôture réunissant des conditions suffisantes de durée et de solidité. Ces dispositions sont applicables aux carrières abandonnées. Les travaux de clôture sont alors à la charge du propriétaire.

ART. 13. — Avant d'abandonner une carrière souterraine, l'exploitant doit en faire la déclaration au commandant de cercle qui en informe le chef du service des travaux publics. Celui-ci lui indique, s'il y a lieu, les mesures à prendre dans l'intérêt de la sécurité publique.

Des carrières actuellement en exploitation.

ART. 14. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux carrières actuellement en exploitation, sauf les exceptions ci-après :

1° — Les requêtes prescrites devront être faites dans les six mois qui suivront la publication du présent arrêté;

2° — Les exploitations qui n'auraient pas respecté les distances prescrites à l'article 8 pourront être laissées en l'état, sauf le cas où des réparations seront ordonnées par le chef du service des travaux publics;

3° — Les clôtures prescrites par l'article 12 devront être établies dans un délai de 12 mois.

De la surveillance.

ART. 15. — La surveillance des carrières est assurée par un agent du service des travaux publics ou, à défaut, un fonctionnaire possédant les capacités techniques suffisantes, désigné par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service des travaux publics.

ART. 16. — Pour l'ouverture, la réouverture et la conduite des travaux, en ce qui concerne la sécurité

des ouvriers et du public, les exploitants doivent se conformer aux instructions verbales et écrites qui leur sont données par les agents chargés de la surveillance technique.

Ils doivent fournir à ces agents toutes facilités pour la visite des travaux, leur montrer les plans et registres d'extraction.

ART. 17. — Dans le cas où la sécurité des ouvriers, celle du sol ou des habitations se trouvent compromises, l'exploitant doit en donner immédiatement avis à l'agent chargé de la surveillance technique ainsi qu'au commandant de cercle. Ce dernier doit également, de quelque façon que le danger soit parvenu à sa connaissance, aviser l'agent chargé de la surveillance technique. Celui-ci peut prendre d'office toutes mesures propres à remédier à la situation; il en est de même du commandant de cercle.

ART. 18. — En cas d'accident suivi de blessure ou de mort, l'exploitant doit immédiatement en aviser par écrit ou si possible par la voie télégraphique, l'agent chargé de la surveillance technique et le commandant du cercle sur le Territoire duquel se trouve la carrière.

ART. 19. — En outre des dispositions qui précèdent le Commissaire de la République peut, sur la proposition du chef du service des travaux publics, prescrire toutes mesures particulières dans l'intérêt de la sécurité publique, par des décisions qui sont obligatoires.

En cas de refus par l'exploitant ou le propriétaire d'exécuter les mesures prescrites, ou de non-exécution dans le délai imparti, celles-ci peuvent être exécutées d'office par l'administration; le recouvrement des dépenses faites est alors poursuivi contre qui de droit.

ART. 20. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées et punies conformément au titre V du décret sus-visé du 26 octobre 1927.

ART. 21. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

Réorganisation de l'hôpital spécial pour maladies psychopathiques

ARRETE N° 543 réorganisant l'hôpital spécial pour maladies psychopathiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 11 août 1921, réglementant le fonctionnement des services sanitaires et médicaux du territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 8 mai 1931 créant un hôpital spécial pour malades psychopathiques;

Sur la proposition du chef du service de santé;

Vu l'avis du procureur de la République;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un hôpital spécial pour malades indigènes atteints de psychopathies est ouvert à Zébo, cercle d'Anécho.

Il ne peut en aucun cas être considéré comme un asile.

ART. 2. — Le médecin-chef de la circonscription sanitaire d'Anécho, est médecin-chef de cet hôpital.

ART. 3. — L'admission des malades dans cet hôpital est prononcée par le Commissaire de la République, sur la proposition du chef du service de santé, après avis du procureur de la République.

ART. 4. — Les pièces nécessaires à l'admission des malades sont :

1°) — un billet d'hôpital délivré par un docteur en médecine pourvu d'un diplôme français;

2°) — un rapport médical détaillé constatant l'état mental du malade;

3°) — un certificat administratif délivré par le commandant de cercle établissant l'identité du malade.

ART. 5. — Dès leur admission à l'hôpital spécial les malades sont mis en observation. Dans le délai d'un mois au maximum, le médecin-chef de l'hôpital spécial adresse au chef du service de santé un rapport médical contenant son avis sur l'état mental du malade.

Dans le cas où, après avis du chef du service de santé, le malade est reconnu incurable, il est immédiatement rendu à sa famille ou à défaut au chef de son village qui doivent selon la coutume en assurer la surveillance et l'entretien.

Dans le cas où le malade est reconnu guérissable, il est maintenu en traitement à l'hôpital.

ART. 6. — Le médecin-chef de l'hôpital spécial rend compte mensuellement de l'état des malades hospitalisés au Commissaire de la République.

Ce compte-rendu est adressé en deux exemplaires par l'intermédiaire du commandant de cercle d'Anécho et du chef du service de santé; l'un est destiné aux archives du Gouvernement, l'autre au procureur de la République.

Il doit toujours indiquer, pour chaque malade, la date à laquelle il a été admis à l'hôpital spécial et, le cas échéant, les dates d'entrée et de sortie antérieures.

ART. 7. — Le procureur de la République peut, à tout moment, visiter l'hôpital spécial, requérir communication de tous documents concernant les malades hospitalisés, demander directement au médecin-chef de l'hôpital tous renseignements qu'il juge utiles.

ART. 8. — La sortie des malades de l'hôpital spécial est ordonnée soit par le médecin chef de l'hôpital, soit par le Commissaire de la République après avis du procureur de la République et du chef du service de santé.

ART. 9. — Sont abrogés notamment l'arrêté susvisé du 8 mai 1931 et toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

Virement de crédits

ARRETE N° 544 portant virement de crédits à l'intérieur du Chapitre XI du budget local, exercice 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 13 avril 1932 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1932;

Vu les disponibilités budgétaires au titre du Chapitre XI, Article 4, Paragraphe 3 et la situation des crédits du Chapitre XI, Articles 1, 3 et 6;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé à l'intérieur du Chapitre XI (travaux publics) — budget local, exercice 1932, — le virement de crédit ci-après :

	à retrancher	à ajouter
Article 4. — Travaux neufs.		
Parag. 3. — Adduction d'eau de Lomé	120.000 f.	—
Article 1. — Travaux d'entretien d'immeubles.		
Parag. 1. — Entretien d'immeubles chef-lieu	—	10.000 f.
Article 3. — Grosses réparations.		
Parag. 1. — Grosses réparations aux immeubles	—	100.000 f.
Article 6. — Travaux imprévus.		
Parag. 1. — Travaux imprévus	—	10.000 f.
	120.000 f.	120.000 f.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général, ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 5 novembre 1932.

R. DE GUISE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Nomination

Par arrêté du directeur général des douanes en date du 22 juillet 1932, M. BARBARROUX (René-Auguste-Gabriel), contrôleur hors classe au Togo, est nommé, sur place, vérificateur hors classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

28 octobre 1932. — M. NAGEOTTE, ingénieur adjoint auxiliaire contractuel des travaux publics, nouvellement engagé, arrivé à Lomé le 23 octobre 1932, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

29 octobre 1932. — M. PEYROTTE, receveur de l'enregistrement de 1^{re} classe, retour de congé, est nommé receveur de l'enregistrement et des domaines conservateur de la propriété foncière du territoire du Togo.

Il aura droit en cette qualité aux remises et émoluments attachés à ses fonctions.

M. PEYROTTE est chargé également de l'administration des successions des fonctionnaires, officiers ou agents de l'administration.

M. CERVEAUX, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est affecté au bureau de l'administration générale.

31 octobre 1932. — M. MASSON, chef surveillant principal des travaux publics de l'A.O.F., en service au cercle d'Atakpamé, est mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé pour surveiller les travaux du centre de Kouméa.

Mademoiselle MARCAJOUR, surintendante d'assistance sociale contractuelle, est mise à la disposition du chef du service de santé.

M. LARRERE, commis de la trésorerie du Togo, retour de congé, est mis à la disposition du trésorier-payeur.

M. DELAPIERRE, chef surveillant des travaux publics de l'A.O.F. détaché au Togo, retour de congé, est affecté au cercle de Sansanné-Mango.

8 novembre 1932. — M. LE CURIEUX, agent contractuel, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé.

Passages

Par décisions des :

27 octobre 1932. — Une réquisition de passage de retour par anticipation en 1^{re} classe (2^e catégorie) sur le paquebot *Hoffgar*, attendu à Lomé vers le 6 novembre 1932, est accordée à Madame de MEDEIROS, femme d'un médecin contractuel.

7 novembre 1932. — Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe (2^e catégorie) sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 19 décembre 1932, est accordée au docteur GONNET, médecin capitaine des troupes coloniales qui compte deux années de séjour au Territoire.

Gratification

Par décision du :

31 octobre 1932. — Une gratification de fin d'engagement égale à 8.000 frs., payable la veille de l'embarquement à destination de la France, est accordée à M. le docteur de MEDEIROS, médecin contractuel.

Primes de rendement

Par arrêté du :

28 octobre 1932. — Sont attribuées aux divers chefs de chantiers contractuels ci-dessous dénommés les primes de rendement suivantes calculées sur l'économie réalisée dans le temps sur les chantiers dont ils sont respectivement chargés.

M. M. DAUDON	= 1.965 F	(Mille neuf cent soixante cinq frs.)
ANTON	= 450	(Quatre cent cinquante frs.)
DURAND	= 585	(Cinq cent quatre-vingt-cinq frs.)
MARENCO	= 1.800	(Mille huit cents frs.)
MARCONI	= 1.356	(Mille trois cent cinquante-six frs.)
POUALION	= 1.245	(Mille deux cent quarante-cinq frs.)
VOUYOCHÉVITCH	= 1.300	(Mille trois cents frs.)
VERNIN	= 1.030	(Mille trente frs.)
LAURENT LÉON	= 1.070	(Mille soixante-dix frs.)
PETIT	= 1.050	(Mille cinquante frs.)

11.851 F

PERSONNEL INDIGÈNE

Engagements

Par décisions des :

5 novembre 1932. — Le nommé Gérard GAGNON est agréé en qualité de mécanicien-conducteur à la solde journalière de 10 francs.

Il est mis à la disposition du médecin chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, en remplacement du mécanicien-conducteur de 4^e classe Otto REINHART.

Le nommé LIEBI Jean est agréé en qualité de planton auxiliaire, au traitement mensuel de 100 francs.

Il est mis à la disposition du chef du bureau des affaires politiques.

Le nommé Mathias Assou est agréé en qualité de planton auxiliaire, au traitement mensuel de 100 francs et affecté au Cabinet du Commissaire de la République.

Titularisation

Par arrêté du :

5 novembre 1932. — Le planton stagiaire LIMOAN Germain est titularisé dans son emploi en qualité de planton de 9^e classe à compter du 1^{er} novembre 1932, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

Affectations

Par décision du :

8 novembre 1932. — L'infirmier de 5^e classe SCHNEIDER William, en service aux travaux neufs, est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de la trypanosomiase.

Congés

Par décisions des :

26 octobre 1932. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 novembre 1932 inclus, est accordé à M. KANGNI AMOUSSOU canotier de 2^e classe, en service au wharf, pour en jouir à Atakpamé.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 14 novembre au 13 décembre 1932 inclus, est accordé à M. Théophile ADABE, ouvrier de 8^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Atakpamé.

28 Octobre 1932. — Une permission de 13 jours, avec traitement du 29 octobre au 10 novembre 1932, est accordée à l'infirmier-manipulateur de 5^e classe PANOU Robert, en service à Lomé pour en jouir à Anécho.

8 novembre 1932. — Un congé de 60 jours avec traitement, du 15 novembre 1932 au 14 janvier 1933 pour en jouir à Lomé, est accordé à l'infirmier de 5^e classe WILLIAM SANGHOU, en service aux travaux neufs.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

26 octobre 1932. — L'infirmier de 3^e classe Thomas DJONDO est révoqué de ses fonctions pour compter du 31 octobre 1932.

Par décisions des :

3 novembre 1932. — Est révoqué pour compter du 16 octobre 1932 le garde frontière de 3^e classe TEDRISSOU en service au poste des douanes de Kwadjovikopé.

4 novembre 1932. — Une retenue de 15 jours de solde est infligée au garde frontière de 1^{re} classe KPADE SOBAHOUÉ en service au poste des douanes de Klouto.

Allocation

Par décision du :

29 octobre 1932. — L'infirmier de 5^e classe AMONI Félix, désigné pour effectuer un stage au service vétérinaire du Dahomey, aura droit, en plus de sa solde, pendant toute la durée de son séjour dans cette colonie à une allocation journalière de cinq francs exclusive de toute autre indemnité.

Absence irrégulière

Par décision du :

5 novembre 1932. — Est constatée pour compter du 3 novembre 1932, l'absence irrégulière du planton de 3^e classe KARAMOKO KOULIBALY.

FORCES DE POLICE

Rengagement

Par arrêté du :

4 novembre 1932. — Est rengagé pour 3 ans dans la garde indigène, pour compter du 29 septembre 1932, le brigadier de 2^e classe KARIMOU TARAORÉ N° Mle 311, du peloton d'Anécho.

Congé

Un congé de 15 jours avec traitement est accordé au garde de 1^{re} classe ZANDJANAKOU, N° Mle 800 de la section des commis & ouvriers des forces de police, pour en jouir à Zangnanado (Dahomey).

Révocations — Licenciements

a) Sont révoqués pour mauvaise manière habituelle de servir pour compter du :

1^{er} novembre 1932 : KETOUKOUA, caporal-chef, Mle M/199, de la compagnie de milice.

NOENONA, caporal, Mle M/22, de la compagnie de milice.

b) Sont licenciés pour fin de contrat pour compter

1^{er} novembre 1932 : DOUTI, milicien 2^e classe Mle M/49, de la compagnie de milice.

BAOUEA KOLA, milicien 2^e classe M/160, de la compagnie de milice.

15 novembre 1932 KOUMOSI, milicien 1^{re} classe M/161, de la compagnie de milice.

ALCOOLS

Par décision du :

27 octobre 1932. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo des Gins :
Superior Old Tom Gin,
High And Dry Gin
Finest Old Dry Gin,
de la Maison Booth's Distilleries Limited à Londres.

AVANCE

Par arrêté du :

5 novembre 1932. — Une avance de 3.000 francs est mise à la disposition de M. THOMAS, chef du bureau des douanes de Lomé pour lui permettre de faire face aux frais de l'affaire contentieuse Raymond JAZZAR. Elle devra être justifiée dans les formes et délais réglementaires.

COMMISSIONS

Par décisions des :

27 octobre 1932. — Une commission composée de :
M.M. le commandant du cercle de Klouto
ou de son délégué *Président*

CACCAVELLI Félix, agent des T. P. à Palimé représentant de l'administration,
Michel KOMLA APALOO, demeurant à Palimé,
Richard AVIYOG, demeurant à Palimé représentant le concessionnaire, } *Membres*

se réunira à Palimé sur convocation de son Président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par ledit sieur Michel KOMLA APALOO.

7 novembre 1932. — Une commission composée de :
M. M. AUBER, administrateur des colonies . . . *Président*

SOHIER, médecin lieutenant des T. C., } *Membres*
MIAT, instituteur,

BOURAUD, lieutenant d'administration, *Secrétaire*
est chargée de choisir les sujets des épreuves d'un concours pour le recrutement de trois infirmières visiteuses contractuelles.

La commission sera également chargée de la surveillance et de la correction des épreuves dudit concours.

COMMISSION D'EXAMEN

Par décision du :

3 novembre 1932. — Une commission composée de :
M.M. BAUCHE, inspecteur des affaires
administratives *Président*

IMBERT, chef du service de l'enseignement,

BERNARD, chef du bureau des affaires politiques,

MARTIN, instituteur,

MATHIEU, instituteur,

R. P. RIEBSTEIN, directeur d'école de la mission catholique, } *Membres*

CARRIÈRE, directeur d'école de la mission évangélique,

M^{me} CHAUTARD, institutrice,

M.M. D'ALMEIDA, instituteur du cadre local,

AJAVON, instituteur du cadre local,

se réunira sur convocation de son Président pour procéder à la correction des épreuves de l'examen de fin d'études scolaires (session de 1932).

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

27 octobre 1932. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. JARDILLIER Henri, administrateur-adjoint des colonies *Président*

BARMA, commis des services civils, } *Membres*

SANDANI MAOUKOUBI, moniteur agricole auxiliaire de 3^e classe

se réunira à Lama-Kara sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du mécanicien-conducteur de 3^e classe MENSAN ATTIOGBE.

M. BARMA, est nommé rapporteur de la susdite commission.

ECOLE PROFESSIONNELLE DE SOKODÉ

Par décision du :

5 novembre 1932. — L'élève TAGBA BONSOI, est exclu de l'Ecole professionnelle de Sokodé.

MONNAIES ANGLAISES

Par arrêté du :

28 octobre 1932. — Les monnaies anglaises seront reçues dans les cas prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 361 du 27 juin 1931, au taux de 78 francs la livre sterling.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} novembre 1932.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

28 octobre 1932. — L'art. 1^{er} de l'arrêté n° 494 du 10 octobre 1932 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) à Aného dans sa boutique actuellement gérée par le nommé Michel AMEKUGEE en remplacement de ATTIOGBE Jean.

SUBVENTION

Par décision du :

5 novembre 1932. — Une subvention de mille francs (1.000 frs.) est accordée à la société de secours mutuels « *La Fraternelle Africaine* » 9, rue Hippolyte-Maindron, Paris.

DOMAINES**Avis de Bornages**

Le mardi 20 décembre 1932 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 80 centiares, et borné au nord par le Boulevard-circulaire dit « Ringstrasse », à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud par terrain à Kouakou Essien, à l'ouest par la rue d'Amutivé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur David Tété Themson, profession de bijoutier demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 30 août 1932, n° 846.

Le mardi 20 décembre 1932 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 22 ares 08 centiares, et borné au nord par la rue du sous-Lieutenant Guille-mard, à l'est par la rue des Pêcheurs, au sud par terrain à Théodore Assah, à l'ouest par la rue des écoles dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Goblavie Léonard, employé de commerce demeurant à

Koforidua domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 septembre 1932, n° 847.

Le mardi 20 décembre 1932 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 9, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une maison en briques cuites à usage d'habitation avec dépendances d'une contenance de 4 ares 90 centiares, et borné au nord par terrain à John S. Gbogbo, à l'est par la rue de France, au sud par une ruelle non dénommée, à l'ouest par terrain à Senyeyo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ferdinand Mensah, dactylographe, évêché, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 septembre 1932, n° 848.

Le mercredi 21 septembre 1932 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Devego-Bagida, (cercle de Lomé) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de pentagone, planté de cocotiers, d'une contenance de 29 hectares 45 ares, et borné au nord et à l'ouest par la route de Lébé à la gare de Bagida, au nord-est et au sud par terrain à Abgovi Darra, au sud, également, par terrain à Ahadjji, à l'ouest par terrain à Plassi Gagba, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anthony Friedmont Djomeku Dussé, propriétaire demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel suivant réquisition du 15 septembre 1932, n° 849.

Le mardi 20 décembre 1932 à quinze heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques crues couverte en tôles, d'une contenance de 5 ares 24 centiares, et borné au nord par le T. 104 de Lomé, à l'est par terrains à Domingo et Toko, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par la rue de la Somme, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, propriétaire suivant réquisition du 21 septembre 1932, n° 850.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Conservateur de la Propriété foncière,
PEYROTTE

CHEMIN DE FER DU TOGO

ÉTAT PAR

des Produits du Commerce transportés sur

TRANSPORTS

[illegible]

ESPÈCE

CONTROLE

les trois lignes pendant le 3^e Trimestre 1932

COMMERCIAUX

Farine de manioc	Coprah	Beurre de Karité	Maïs	Ignames	Kola	Haricots	Noix de coco	Arachide	Bananes	Bois	Riz	Oignons	Fruits du pays	Café	Kapock	Porcs	Caoutchouc	Poudre de chasse	Sisal	TOTAL
	T 2,728			T 1,071	T 0,287					T 1,000	T 6,927	T 7,496	T 0,283	T 0,078		T 0,300				T 478,522
T 191,837	T 322,274	T 7,237	T 77,365			T 1,715	T 1,012	T 0,155				T 0,055	T 8,023	T 0,105		T 4,670				T 1,396,622
T 191,837	T 322,003	T 7,237	T 77,365	T 1,071	T 0,287	T 1,715	T 1,012	T 0,155		T 1,000	T 6,927	T 7,659	T 8,306	T 0,181		T 4,970				T 1,875,744
T 0,573		T 0,013	T 1,628	T 0,686		T 5,410	T 0,872	T 2,185			T 7,086	T 0,118	T 0,778		T 0,028	T 0,700		T 0,142		T 470,905
T 9,859		T 0,066	T 7,898	T 29,184		T 1,171		T 12,815	T 11,629		T 0,040	T 0,075	T 6,580	T 0,484	T 0,182	T 0,150				T 1,334,003
T 10,733		T 0,079	T 9,322	T 29,870		T 6,581	T 0,672	T 15,000	T 11,629		T 7,136	T 0,193	T 7,358	T 0,484	T 0,210	T 0,850		T 0,142		T 1,804,898
T 28,531			T 15,653	T 12,683	T 0,485	T 5,135	T 2,930	T 0,145		T 0,070	T 5,683	T 2,783	T 0,294		T 0,020	T 1,950		T 0,058		T 750,353
T 0,372			T 74,034	T 79,095		T 21,273		T 0,130	T 0,100	T 21,650	T 0,270		T 4,394		T 62,989					T 1,756,692
T 28,703			T 89,587	T 91,778	T 0,485	T 26,468	T 2,930	T 0,275	T 0,100	T 21,720	T 5,953	T 2,783	T 4,688		T 63,009	T 1,950		T 0,058		T 2,507,246

Lomé, le 30 septembre 1932

Le Chef du Bureau du Contrôle,
BONNARDLe Chef du Service de l'Exploitation,
BLANCHARD

Lomé, le 26 octobre 1932

Le capitaine du Génie DALAISE,
Directeur du Chemin de fer et du Wharf
DALAISE

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois d'Octobre 1932**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Dahomey Rotterdam-Matadi	Français	30. 9. 32	2. 10. 32	3.478	44	—	—
249-Brazza Bordeaux-Matadi	—do—	2. 10. 32	2. 10. 32	6.086	144	2.188	—
250-Touareg Douala-Marseille	—do—	—do—	—do—	3.123	74	0.175	321.991
251-Wahéha Hambourg-Tiko	Allemand	3. 10. 32	3. 10. 32	2.771	77	50.915	77.600
252-Chelma Marseille-Pte. Noire	Français	—do—	—do—	3.105	43	103.643	—
253-Ijstroom Hambourg-Roi-Benito	Hollandais	—do—	—do—	2.902	44	9.346	—
254-Foucauld Matadi-Bordeaux	Français	—do—	—do—	6.399	169	0.795	0.664
255-Daru Hambourg-Opobo	Anglais	5. 10. 32	5. 10. 32	2.106	39	53.914	—
256-Godfrey Holt Kribi-Rotterdam	—do—	7. 10. 32	7. 10. 32	2.180	40	0.100	273.851
257-Zarian Liverpool-Abonema	—do—	—do—	—do—	2.426	36	61.936	—
258-Otho New-York-Opobo	Américain	8. 10. 32	8. 10. 32	2.976	34	293.065	—
259-Macgregor Laird Liverpool-Douala	Anglais	9. 10. 32	9. 10. 32	2.167	43	39.815	—
260-Casamance Matadi-Brème	Français	10. 10. 32	10. 10. 32	3.455	44	—	39.899
261-Ethiopian Opobo-Hambourg	Anglais	12. 10. 32	12. 10. 32	1.762	33	—	101.224
262-Madonna Marseille-Douala	Français	13. 10. 32	13. 10. 32	3.263	132	24.452	0.420
263-Thomas Holt Rotterdam-Douala	Anglais	15. 10. 32	15. 10. 32	2.191	40	146.067	—
264-Asie Bordeaux-Matadi	Français	—do—	—do—	4.214	157	0.986	—
265-Ft. Binger Hambourg-Douala	—do—	19. 10. 32	19. 10. 32	3.123	44	132.239	—
266-Brazza Matadi-Bordeaux	—do—	—do—	—do—	6.086	144	6.396	0.897
267-Lafian Liverpool-Burutu	Anglais	21. 10. 32	21. 10. 32	2.270	36	95.156	—
268-Amstelkerk Hambourg-Kribi	Hollandais	22. 10. 32	22. 10. 32	2.347	61	32.238	0.741
269-Ft. Troyon Dunkerque-Pte. Noire	Français	24. 10. 32	24. 10. 32	3.114	44	8.502	—
270-Daru Calabar-Hambourg	Anglais	—do—	—do—	2.105	39	38.027	190.447
271-Madonna Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	3.263	132	0.834	23.109
272-Cherca Venice-Lobito	Italien	25. 10. 32	25. 10. 32	3.319	41	20.840	—
273-Ft. Madine Libreville-Dunkerque	Français	26. 10. 32	26. 10. 32	3.141	44	1.370	115.567

Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
274-Alfred Jones Liverpool-Opobo	Anglais	27. 10. 32	27. 10. 32	2.153	43	70.377	—
275-Ingo Hambourg-Kogo	Allemand	—do—	—do—	2.362	48	2.404	—
276-Hoggar Marseille-Douala	Français	28. 10. 32	28. 10. 32	3.109	74	16.813	—
277-Amérique Bordeaux-Matadi	—do—	30. 10. 32	30. 10. 32	4.867	147	5.037	—
278-Asie Matadi-Bordeaux	—do—	31. 10. 32	31. 10. 32	4.214	157	—	2.050

PORT D'ANÉCHO

7-Casamance Matadi-Brème	Français	11. 10. 32	11. 10. 32	3.435	44	—	152.660
8-Ethiopien Opobo-Hambourg	Anglais	11. 10. 32	12. 10. 32	1.762	33	—	140.930

Lomé, le 2 Novembre 1932.

Le Chef du Service des Douanes
GUÉNOT

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

LA IX^e FOIRE DU HAVRE

Quinzaine de Pâques 1933

15 — 30 Avril

La 9^e Foire du Havre aura lieu du Samedi 15 Avril, veille de Pâques, au deuxième dimanche après Pâques, 30 Avril 1933.

Basée sur l'expérience acquise au cours de huit années qui ont marqué une évolution progressive du nombre des Exposants et du nombre des acheteurs, et sur les multiples enseignements recueillis dans les principales Foires de France, cette manifestation donnera satisfaction aux Industriels et aux Commerçants de France, des Colonies et des Pays étrangers qui désirent se créer une clientèle nombreuse et fidèle.

Établie Cours de la République, à proximité de la magnifique Gare monumentale, sur l'ancien territoire de la Petite Vitesse, récemment acquis par la Municipalité et donc au centre géogra-

phique de la Cité; desservie par les Chemins de Fer de l'Etat et du Nord, par toutes les lignes de tramways et d'autobus de la Ville et de la banlieue, et par tous les services de transports automobiles à long parcours rayonnant sur les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados, lignes et services passant par la Gare, ou y trouvant leur point terminus, la 9^e Foire du Havre recevra un flot de visiteurs dont l'importance sera accrue grâce à la date choisie, puisque sur 16 jours d'ouverture, il y aura 10 jours de grosse affluence, les 3 samedis, les 3 dimanches, les 2 jeudis, le lundi et le mardi de Pâques.

Pour recevoir le règlement officiel, les bulletins d'adhésion et le plan du nouveau Hall des Expositions et de ses dépendances, prière d'en adresser la demande à M. le Secrétaire Général de la Foire du Havre, Le Havre (Seine-Inférieure).

LÉGION D'HONNEUR

Dans la promotion de l'Exposition Coloniale, publiée au *Journal Officiel* du 22 octobre, nous relevons, parmi les nouveaux officiers de la Légion d'Honneur, le nom de M. VERMOT, l'éditeur propriétaire de l'Almanach VERMOT, connu de tous, qui occupe, en outre, une place importante dans diverses branches de notre industrie. C'est avec plaisir que nous notons cette distinction bien méritée.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1932

ACTIF

Actionnaires	12.150.250,00
Caisses, Banque de France & C. N. E. P.	140.276.579,11
Garantie de } Bons de la Défense Nationale	172.750.000,00
Circulation } Disponibilités à vue à l'Etranger	1.558.791,30
Fonds en route	6.508.065,00
Portefeuille	278.894.935,67
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1932	88.469.255,47
Participations financières	1.709.339,88
Avances sans intérêts aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	47.235.097,71
Comptes-courants & débiteurs divers	10.102.909,90
Immeubles	10.687.396,40
Matériel & mobilier	993.176,99
Comptes d'ordre & divers	1.632.185,70
	<u>Frs. 782.967.983,13</u>

PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves } Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00
} Réserve statutaire	1.034.789,98
} — supplémentaire	2.069.579,98
Provision pour remboursement de B. B. Adires	55.000.000,00
Billets au porteur en circulation	363.082.355,00
Effets à payer	12.918.017,89
Comptes-courants & créditeurs divers	166.363.580,94
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	75.823.577,57
Dividendes à payer	233.201,36
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	21.470.242,22
Comptes d'ordre & divers	7.294.290,77
Réescompte du portefeuille	1.647.612,28
Profits et Pertes } Report des semestres antérieurs	6.675.994,22
} Bénéfice net du semestre	1.854.740,92
	<u>Frs. 782.967.983,13</u>

Avis d'Adjudication

COLONIE DU NIGER

Le 10^e Décembre 1932, à 9 heures, il sera procédé dans les Bureaux du Secrétariat Général de la Colonie du Niger à Niamey, à une adjudication pour la fourniture de :

3.120 caisses d'essence légère dite « Tourisme »			
80 fûts de 200 litres essence légère dite « Tourisme »			
11.670 kilos net huile Mobiloil B. B.			
1.700 — — — C.	}	ou marques équivalentes énumérées au cahier des charges.	
80 — — — A.			
150 kilos graisse transparente			

CAUTIONNEMENT. — Il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire; le cautionnement définitif est fixé au trentième du montant de la fourniture.

DOSSIER. — Le dossier d'adjudication contenant le cahier des charges, le modèle de soumission, sera tenu à la disposition des intéressés tous les jours ouvrables de 7 heures 30 à 11 heures, et de 14 heures 30 à 17 heures dans les Bureaux du Chef de Bureau des Finances à Niamey.

Le dossier est également déposé :

- 1° — Dans les Bureaux du Délégué du Niger à Cotonou;
- 2° — — des Finances à Ouagadougou;
- 3° — — de la Mairie de Bamako;
- 4° — — du Sous-Ordonnancement de Zinder;
- 5° — — des Services Financiers à Lomé;
- 6° — — de la Chambre de Commerce de Dakar.

Niamey, le 20 Septembre 1932

Le lieutenant Gouverneur du Niger

Signé : TELLIER

Le cahier des charges et l'acte d'adjudication sont déposés au Bureau des Services Financiers (Section du Matériel) où ils pourront être consultés par les intéressés.